

I. Savoir et pouvoir en Israël, 1948-2000

Les démons de la Nakbah

Comme enfant juif né à Haïfa au début des années 1950, je n'avais pas rencontré le mot *nakbah* (catastrophe) et n'étais pas conscient de sa portée. C'est seulement au lycée que j'ai fait connaissance avec ce terme. J'avais alors trois camarades de classe israélo-palestiniens, et nous participions tous à des excursions guidées dans Haïfa et son voisinage. À cette époque, la Haïfa arabe était encore visible dans la vieille ville : de beaux bâtiments, des vestiges d'un marché couvert détruit par les Israéliens en 1948, des mosquées et des églises.

Ces reliques témoignaient du passé le plus glorieux de la ville. Plusieurs d'entre elles ont maintenant disparu, démolies par les bulldozers d'un maire ambitieux qui a effacé tout ce qui pouvait révéler les origines arabes de la ville. Mais à cette époque, quelques maisons subsistaient, coincées entre les nouveaux immeubles en béton. Les guides des excursions scolaires les appelaient *khirbat al-Chayeh*, une vague référence à une maison arabe datant d'une période non identifiée. Mes camarades de classe palestiniens marmonnaient qu'il s'agissait de maisons ayant survécu à la Nakbah de 1948 mais ils n'osaient pas défier leurs professeurs ni développer ce qu'ils pensaient.

Je ne me suis pas beaucoup occupé d'histoire durant ma jeunesse. J'ai appris l'arabe littéraire à l'école, dans ce qu'on appelait une classe « orientaliste », qui préparait les élèves à une carrière dans les services secrets de l'armée israélienne. Et j'ai effectivement accompli mes trois ans d'armée obligatoire dans les services secrets, y compris l'année 1973 ; ce n'était pas un mauvais atelier pour parfaire mon arabe, mais néanmoins assez pernicieux pour quelqu'un qui aurait cru ce que le système lui disait de l'« ennemi ».

À l'époque de mon service militaire et de ma licence à Jérusalem (au département d'histoire du Moyen-Orient*), j'étais ce qu'on pourrait appeler un sioniste de gauche ; je travaillais comme conseiller du Mapam – parti sioniste de gauche**. Mon rôle consistait à coordonner le travail du parti dans les campus et à conseiller les parlementaires sur les « affaires arabes ». J'étais encore conditionné à considérer le sionisme de gauche comme une position pluraliste et libérale, critiquant le sionisme tout en le consolidant moralement et politiquement. Ce n'est qu'après avoir quitté le pays pour entreprendre mes études de doctorat à Oxford que j'ai compris combien j'avais tort.

Mais déjà, lors de mes dernières journées à Jérusalem, alors que je participais à un séminaire sur le conflit dirigé par le professeur Yehoshua Porath – l'historien israélien qui faisait autorité sur le mouvement national palestinien –, j'ai appris beaucoup de choses sur les connections entre l'Empire britannique et la dynastie hachémite en Jordanie (deux acteurs que Porath admirait). Il était le premier à indiquer clairement qu'il y avait eu des ententes de base entre la Jordanie et Israël dans le passé, ententes dont il espérait qu'elles continueraient dans le futur.

* Nous gardons le terme anglais de « Moyen-Orient », bien qu'en français il s'agisse du Proche-Orient (N.d.T.).

** Mapam est l'abréviation pour *miflet po'alim me'ouhedet*, « Parti unifié des travailleurs » (N.d.T.).

C'est à cette occasion que j'ai décidé de vouer mes études supérieures à la question de 1948 – sans réaliser encore ce que j'allais découvrir et sans saisir les implications d'une telle recherche sur la mythologie de la fondation même de l'État d'Israël.

J'ai entamé mon travail sur la guerre de 1948 en 1980, comme doctorant au St. Antony's College à Oxford, sous la direction d'Albert Hourani et de Roger Owen. Albert Hourani arrivait alors à la fin de sa carrière universitaire officielle, bien que peu après mon arrivée il ait commencé à travailler à sa magnifique et populaire *Histoire des peuples arabes*¹. J'étais son dernier étudiant à Oxford. Roger Owen était, en milieu de carrière, un chercheur déjà établi et reconnu qui travaillait entre autres sur l'histoire économique et sociale de la Palestine mandataire². Je n'aurais pas pu demander mieux pour une direction de thèse. Albert, qui avait déjà représenté la cause palestinienne devant le Comité anglo-américain en 1946 et qui continuait à être un spécialiste engagé du conflit en Palestine, et Roger, fort de ses liens avec la gauche britannique et le monde universitaire propalestinien ; tous deux connaissaient bien le récit palestinien de 1948. Ceci impliquait non seulement de reconnaître la version du camp qui, pour moi, avait été l'« ennemi » jusqu'ici, mais aussi d'exposer la mythologie et la fabrication de la version à laquelle j'avais souscrit dès mon enfance. Ils m'ont tous deux guidé dans les archives. Autant que moi, ils étaient incertains de ce que j'y trouverais et de la façon dont mes propres opinions de sioniste de gauche, à l'époque, affecteraient ma réaction devant des documents sur la guerre de 1948 dont le secret venait d'être levé.

Mon intuition me disait qu'il fallait commencer mon voyage en l'an 1948 sous son angle britannique. Je présupposais que la politique britannique globale

avait été neutre, dans la mesure où les décideurs londoniens détestaient les deux parties. Au niveau méthodologique, je me préparais donc à une recherche sans plongées théoriques, un travail évident de déchiffrement de documents diplomatiques à articuler dans la description cohérente d'une politique. Comme Roger Owen me le rappelait de temps à autre, la description universitaire d'une position politique est toujours bien plus claire que la position elle-même, pleine de contradictions et de paradoxes. Après quelques mois passés à compulsier les archives, je me suis rendu compte que la politique britannique concernant la guerre de 1948 avait été bien moins neutre que ce que je pensais : elle avait été avant tout antipalestinienne. Le gouvernement de Sa Majesté (le roi George VI) considérait la création d'un État juif et d'un État jordanien, deux entités politiques qui se partageraient la Palestine mandataire historique, comme la meilleure solution au conflit et le plus sûr moyen pour sauvegarder les intérêts de l'Empire dans la région. Il s'agissait là d'une politique antipalestinienne et, comme mon collègue Avi Shlaim a choisi de l'appeler, d'une *collusion* entre Israël, la Jordanie et l'Angleterre qui effaçait pour ainsi dire la Palestine et les Palestiniens.

Armé d'une thèse totalement basée sur des archives, dont la plupart n'avait pas encore été déclassifiée, et d'un récit simple, je restais convaincu, après avoir terminé mon doctorat en 1984, que mon travail était purement universitaire et n'avait que peu d'intérêt pour la politique ou pour des questions contemporaines. J'ai erré plusieurs années à la recherche d'un poste universitaire, tout en transformant ma thèse en un livre qui a paru en 1988, *La Grande-Bretagne et le conflit israélo-arabe, 1948-1951*³. Ce livre désacralise un mythe israélien de base, à savoir que la Grande-Bretagne était l'ennemie du sionisme et

d'Israël en 1948. Dès 1917, puis en 1948, l'État juif aussi bien que la catastrophe palestinienne sont devenus réalité, essentiellement du fait de la politique pro-sioniste du gouvernement britannique.

Vers cette même période ont paru deux livres qui remettaient en question la version admise en Israël – et ailleurs – sur d'autres chapitres de la guerre de 1948. L'un est *La Naissance du problème des réfugiés palestiniens* de Benny Morris⁴, l'autre, *Collusion entre les deux rives du Jourdain* d'Avi Shlaim⁵. Morris était le premier historien israélien à admettre, sur la base de matériel d'archive, qu'une expulsion de masse des Palestiniens avait eu lieu pendant la guerre de 1948. Il prétendait cependant que ce n'était pas le résultat d'un plan ou d'un schéma directeur, mais plutôt la conséquence d'une guerre qui s'était développée en fonction des circonstances sur le terrain. Non moins importante était sa révélation d'une politique destinée à empêcher le rapatriement – la destruction de près de quatre cents villages palestiniens désertés et de dizaines de quartiers urbains à l'été 1948, ceci pour rendre inapplicable toute idée d'un retour des Palestiniens que demandait la communauté internationale. Avi Shlaim, lui, traitait en profondeur l'histoire et la nature de la collusion judéo-hachémite pour le partage de la Palestine au détriment des Palestiniens. Grâce à son livre, il est devenu clair que la politique arabe d'Israël était déjà agressive et brutale en 1948, un sujet que Shlaim a développé plus tard dans *The Iron Wall*® (*La Muraille de fer*), un livre qui analyse en détail la politique arabe d'Israël entre 1948 et 2000.

C'est la revue juive américaine de gauche *Tikkun* qui a été le premier média à saisir toutes les implications de ces trois livres d'histoire écrits par des spécialistes israéliens⁷ et qui remettaient foncièrement en question la mythologie fondatrice de l'État